

République du Bénin

Cour constitutionnelle



GREFFE

N° 101 / CC/GEC

**PREMIERE CHAMBRE DE MISE EN ETAT
RÔLE DU MARDI 10 DECEMBRE 2024
HEURE : 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
1.	1142/200/REC-24 du 04/06/2024	Janvier HESSOU	Secrétaire général du Gouvernement	Recours en inconstitutionnalité du décret n°2023-617 du 06 décembre 2023 portant réglementation du permis de construire et du permis de démolir en République du Bénin.	
2.	1555/276/REC-24 du 29/07/2024	-Salifou YEDIPAGOUBA -Palbouguidi DJADJALI	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme.	Recours pour détention arbitraire et demande de mise en liberté d'office.	
3.	1556/277/REC-24 du 29/07/2024	-Wondo N'Douro SABI SEGUE -Bio Mané SABI SEGUE	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme.	Recours pour détention arbitraire, diffamation et demande de mise en liberté.	



4.	1559/278/REC-24 du 29/07/2024	Joseph KANKOLI	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle	Réclamation des primes d'heures supplémentaires et demande d'emploi.	
5.	1562/280/REC-24 du 29/07/2024	Dossou Janvier AKPO	Directeur général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	Recours pour violation de l'article 102 de la loi portant code de sécurité sociale en République du Bénin.	
6.	1571/281/REC-24 du 31/07/2024	Marius Thomas D. DAKPOGAN	-Garde de Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation -Gouvernement	Recours en inconstitutionnalité de la version « fongbé » de l'hymne national.	
7.	1575/283/REC-24 du 31/07/2024	Allassane ISMAEL	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	



8.	1603/290/REC-24 du 02/08/2024	-Aziz OKOKOSSISSI -Zacharie FARAGADJIMA -Farouck IDI	-Greffier en chef de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme -Régisseur de la prison civile de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
9.	1606/291/REC-24 du 05/08/2024	Pierre DANGBENON	Juge du cabinet des mineurs du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Porto-Novo	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
10.	1607/292/REC-24 du 05/08/2024	Dotou Lazare METOHOUE	Juge du cabinet des mineurs du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Porto-Novo	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
11.	1623/296/REC-24 du 06/08/2024	Rabbi Ogbinnaya ESONUABIA	Juge d'instruction du 1 ^{er} cabinet du tribunal de 1 ^{ère} instance de 1 ^{ère} classe de Cotonou	Recours pour détention arbitraire.	



12.	1661/300/REC-24 du 12/08/2024	Banyoua TANKOUANO	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire et violation de droits humains.	
13.	1663/302/REC-24 du 12/08/2024	Mathieu TCHETEKOUA	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
14.	1665/305/REC-24 du 12/08/2024	Yaté Bienvenu TAWEMA	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	



NOUVELLES AFFAIRES

15.	1873/339/REC-24 du 18/09/2024	Kacou Jean COMLAN	Maire de la Commune de Ouèssè.	Recours contre la Mairie de la Commune de Ouèssè. pour violation de la Constitution.
16.	1961/356/REC-24 du 03/10/2024	Jonas Dossou LOWAGBIN	-Richard AGNADOMI -Ahognon AGNANDOMI -Julien AGNONDOMI -Finangnon AGNONDOMI -Maire de la commune de Ouèssè.	Demande d'intervention de la Cour dans une affaire foncière.
17.	2003/366/REC-24 du 10/10/2024	Gloria M. YAFOUNDE	Ministère de la santé Publique.	Recours pour violation des articles 8, 15, alinéa 1 ^{er} , et 26, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution.



18.	2025/371/REC-24 du 15/10/2024	Sidikatou AHOUANGNIMON	Commissaire en charge du commissariat du 3 ^{ème} arrondissement de Ouidah.	Recours pour garde à vue arbitraire, abus de pouvoir, violence et saisie illégale de motocyclette.	
19.	2046/373/REC-24 du 18/10/2024	Eric Constant KAKPO	-Procureur de la République près le TPI de Ouidah -Damien KAKPO	Recours pour violation de la Constitution.	
20.	2047/374/REC-24 du 18/10/2024	Parfait Fidèle Sèna ZINVI	Directeur général de la SONEB	Recours pour violation des articles 27 et 35 de la Constitution.	
21.	2123/384/REC-24 du 31/10/2024	Sophia Ahouéfa AMETEPE	Assemblée nationale.	Recours en inconstitutionnalité de l'article 550 du code du numérique.	



22.	2124/385/REC-24 du 31/10/2024	Sophia Ahouéfa AMETEPE	Ministère du Cadre de vie et des Transports	Recours pour violation des articles 27 et 35 de la Constitution.	
23.	2149/387/REC-24 du 05/11/2024	Mohamed MAMA	Commission de l'Instruction de la CRIET	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
24.	2151/387/REC-24 du 05/11/2024	-Mohamadou MANOU -Bawa Matchanga DOUDOU	Commission de l'Instruction de la CRIET	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	

Cotonou, le 03 DEC 2024

Le greffier en Chef,



Sylvestre FARRA
Sylvestre FARRA